

Discours prononcé par
Son Excellence Monsieur Oumar Ibrahim Sidi, Ambassadeur de la République du Niger,
Représentant permanent auprès de la FAO, du FIDA et du PAM
à l'occasion de la 44^e session de la Conférence (28 juin – 4 juillet)
1 juillet 2025

Monsieur le Président,

Ma délégation reprend à son compte la déclaration prononcée par la distinguée ambassadeur du Burkina Faso, notamment la partie relative à la situation d'insécurité imposée à nos pays et qui compromet les efforts de nos gouvernements dans la mise en œuvre de nos programmes de développement.

Cela étant dit, Monsieur le Président,

Je voudrais vous adresser mes félicitations ainsi qu'à tous les membres du bureau de la 44^{eme} Conférence de la FAO. Mes félicitations et remerciements vont également au Directeur général de la FAO, Son Excellence Monsieur Qu Dongyu et son équipe pour les efforts constants de l'Organisation afin d'accompagner le gouvernement du Niger dans le cadre de la mise œuvre des politiques et programmes agricoles au Niger.

Monsieur le Président,

Ma délégation se réjouit de prendre part aux travaux de la présente Conférence dont le thème principal est « promouvoir l'innovation au service de la sécurité alimentaire ». Cette Conférence se tient précisément à un moment où mon pays le Niger, sous la conduite éclairée de Son Excellence le General d'Armée ABDOURAHAMANE TIANI, Président de la République, Chef de l'État entame une refondation en profondeur de son système agricole en vue de le rendre capable d'assurer aux populations nigériennes une souveraineté alimentaire durable et le renforcement de leur résilience face aux défis environnementaux et sécuritaires.

Il faut dire qu'au Niger, l'agriculture de subsistance et l'élevage emploient 80% de la population active et représentent 43% du PIB national. Le cheptel est estimé à 62 millions de têtes de bétails. Malheureusement, les deux secteurs sont fortement dépendants de la pluviométrie, donc vulnérables aux aléas climatiques.

Monsieur le Président,

Ma délégation est d'avis que la famine n'est ni une fatalité, ni inévitable, elle résulte d'un mauvais choix politique.

La nouvelle politique agricole mise en œuvre par le gouvernement Nigérien, conformément à la vision du Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence le General d'Armée Abdourahamane Tiani, s'articule autour de deux grands axes que sont : le développement de la production végétale et le développement de la production animale. Plusieurs programmes et projets mis en place concourent à la réalisation de ces deux grands objectifs. Il s'agit notamment entre autres du :

- Programme Grande Irrigation : le Niger dispose d'un potentiel irrigable considérable encore largement sous exploité. Le 20 mars 2024, le gouvernement a procédé au lancement du Programme Grande Irrigation (PGI). Ce programme vise l'aménagement de 40.000 hectarEs d'ici 2027. Le pays connaîtra en 2 ans, une augmentation de 21.200 hectarEs de superficie aménagée en grande irrigation. Le résultat attendu est la réduction de moitié, des importations de céréales telles que le riz, le blé et le maïs, qui deviennent de plus en plus

chers. Le financement de ce programme estimé à 40 Milliards de franc (CFA) se fera en partie, sur fonds propre de l'État et du Fonds National pour la Sauvegarde de la Patrie.

- Programme restauration des terres dégradées : le gouvernement ambitionne un plan de mise à l'échelle de la réhabilitation de 4 millions d'hectares de terres dégradées pour la période 2026-2030.

Le projet de document d'études pour la réalisation de cet objectif, préparé avec l'appui technique du Programme Alimentaire Mondial (PAM) à Niamey a été validé par les Secrétaires généraux des départements ministériels techniques concernés, le 24 juin 2025. La validation nationale interviendra dans les prochains jours.

- Troisième programme: industrialisation de l'agriculture : cette question est transversale au sein de la nouvelle politique agricole nigérienne, car nous sommes conscients qu'il ne suffit pas simplement de produire, il faut également pouvoir conserver, transformer et commercialiser les produits agricoles. L'industrialisation permettra également de créer de l'emploi dans les secteurs de la transformation, de la conservation et de la commercialisation.

Monsieur le Président,

Je voudrais souligner que cet engagement pour l'atteinte d'une souveraineté alimentaire durable, le Niger le partage avec le Burkina Faso et le Mali. Des réflexions communes sont en effet menées par les experts de nos 3 pays dans le cadre de la Confédération des États du Sahel (AES) en vue de la mise en place d'une stratégie agricole commune en phase avec les besoins des populations locales et qui pourra donner une réponse collective et efficace aux crises alimentaires récurrentes dans la région.

Enfin, je réaffirme la disponibilité de mon pays à développer de partenariats avec la FAO et tous les Partenaires internationaux concernés, partenariats sincères qui mettront au centre, la dignité des populations pour relever les défis mondiaux de la faim. C'est le lieu de citer en exemple, le projet de modernisation de l'élevage et de l'agriculture (LAMP), fruit de la coopération entre le Niger et la Banque mondiale qui investira dans les technologies et innovations climato-intelligentes, des systèmes d'irrigation et de bonnes pratiques agricoles et pastorales.

Je vous remercie.